

Les 7 priorités budgétaires des socialistes



**[01] Augmenter
le pouvoir d'achat
des travailleuses et
des travailleurs**



**[02] Lutter contre
le réchauffement
climatique**



**[03] Soutenir
le monde agricole**



**[04] Financer
la mise en œuvre
de la loi intégrale**



**[05] Renforcer
nos services
publics essentiels**



**[06] Préserver
notre souveraineté
économique et
industrielle**



**[07] Relancer la
croissance et
réduire le déficit
public**





ÉDITO

– 24 septembre 2026

En politique, les chiffres ne mentent pas.

Augmentation des salaires et des pensions de retraite, croissance à 2,6 %, dette publique sous les 100 % du PIB. C'est le bilan économique du gouvernement socialiste espagnol dirigé par Pedro Sánchez depuis 2018.

Stagnation des salaires et explosion du coût de l'énergie, croissance à 0,5 %, près de 1 400 milliards d'euros de dette publique. C'est le bilan économique d'Emmanuel Macron et de ses gouvernements depuis 2017.

À quelques jours de la présentation des derniers projets de budget de l'État et de la Sécurité sociale du mandat d'Emmanuel Macron, nous ne pouvons que constater **l'échec total de sa politique économique et budgétaire qui menace désormais la France de récession.**

Chaque année pourtant, les député·es socialistes et apparentés ont alerté sur le grand mensonge de la théorie du ruissellement, sur la stagnation des salaires, sur le manque d'ambition en matière de transition écologique, sur les conséquences des coupes budgétaires sur les services publics.

Chaque année, nous proposons un autre chemin : des mesures pour soutenir le pouvoir d'achat des classes moyennes et populaires, des investissements dans nos écoles et nos hôpitaux, des aides pour pouvoir changer de véhicule ou isoler son logement et de la justice fiscale pour réduire nos déficits publics.



Parce que oui, **comme nous le rappelle l'Espagne, une autre politique est possible**. C'est ce que nous démontrons une nouvelle fois cette année avec **nos 7 priorités budgétaires**, qui guideront notre action lors de l'examen des projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale.

Oui, nous pouvons à la fois **augmenter les salaires via une baisse de la CSG**, adapter notre pays au changement climatique, soutenir nos agricultrices et nos agriculteurs, lutter contre les violences sexistes et sexuelles, renforcer nos services publics essentiels, aider nos petites et moyennes entreprises.

Et oui, nous pouvons financer ces politiques et redresser les comptes publics en rétablissant les recettes perdues et de la justice fiscale : taxe Zucman, **taxation des héritages très élevés**, taxe sur les géants du numérique, lutte contre la fraude fiscale, réforme des niches fiscales, tout en réduisant le déficit ...

Nous serons mobilisé-es tout l'automne en Commission et dans l'hémicycle pour bloquer toutes les mesures régressives, pour mener le rapport de force et contraindre le Gouvernement à changer de politique car c'est l'intérêt du pays, car c'est l'intérêt des Françaises et des Français.



Estelle Mercier
Cheffe de file pour le PLF
Députée de Meurthe-et-Moselle



Sandrine Runel
Cheffe de file
pour le PLFSS
Députée du Rhône



Boris Vallaud
Président du groupe
Socialistes & apparentés
Député des Landes



[01] Augmenter fortement le pouvoir d'achat des travailleuses et des travailleurs

Alors que les Françaises et les Français peinent de plus à plus à remplir leur frigo comme leur réservoir d'essence, nous proposons d'**augmenter le pouvoir d'achat de 15 millions de travailleuses et de travailleurs des classes moyennes et populaires** en instaurant une **CSG progressive**.

L'ensemble des salarié-es du privé, agent-es du public et indépendant-es gagnant moins de 2 700 euros par mois verront leur salaire augmenter via une **baisse de leur CSG**.

- Pour un travailleur rémunéré au SMIC ou un couple rémunéré chacun au SMIC, le taux de CSG passera de 9,2 % à 0,85 % ; pour un couple sans enfant rémunéré chacun 1 700 € net par mois, le taux de CSG passera de 9,2 % à 4,25 %, etc. ;
- Concrètement :
 - **+ 125 € net par mois pour un célibataire sans enfant rémunéré au SMIC ;**
 - **+ 230 € net par mois pour un couple avec 1 enfant rémunéré chacun au SMIC ;**
 - **+ 200 € net par mois pour un couple sans enfant rémunéré chacun 1 700 € net par mois.**

Cette augmentation du pouvoir d'achat des travailleuses et des travailleurs sera financée par la création d'une **CSG sur les héritages très élevés** et la progressivité de la CSG. Dans la continuité de notre combat pour l'augmentation de la CSG sur les revenus du capital l'année dernière, c'est un **rééquilibrage du financement de notre modèle social entre les rentiers et les travailleurs**.

En parallèle, nous proposons l'**augmentation du SMIC à 1 700 € net par mois** et l'ouverture d'une **conférence sociale pour augmenter tous les salaires**.



[02] 10 milliards d'euros pour lutter contre le réchauffement climatique et s'adapter à ses conséquences

Cet été 2026 est un avertissement. Les vagues de chaleur se sont succédées, les sols se sont asséchés, les incendies ont ravagé des dizaines de milliers d'hectares en France et des centaines de milliers en Europe. Le dérèglement climatique n'est plus une menace abstraite, ni un sujet réservé aux générations futures. Il est là. Il bouleverse déjà notre santé, notre agriculture, nos forêts, notre accès à l'eau, nos logements, notre économie et nos vies.

Nous proposons la **création d'un fonds de sécurité dédié au changement climatique**, de 5 milliards d'euros. Il sera le **bras armé pour financer l'adaptation de notre pays** à un climat durablement plus chaud :

- Soutenir les agriculteurs dans la transition vers d'autres types de culture et de modèles d'élevage ;
- Mettre en place des plans de prévention des risques (adaptation des travaux en extérieur, sensibilisation, protection des territoires ultra-marins, etc.) ;
- Financer l'adaptation du bâti et des infrastructures de protection (pare-feux, équipements de protection des littoraux, etc.).

Ce fonds de sécurité sera également un outil pour **faciliter l'indemnisation des victimes et la reconstruction** :

- Pallier le désengagement de certains assureurs (croissance des risques non assurables) ;
- Indemniser dès les premiers jours les ménages, les agriculteurs et les entreprises pour leur permettre de reprendre au plus vite une activité normale.

En parallèle, nous proposons de **doubler le budget consacré par l'État à la sécurité civile** afin de prévenir les feux de forêts, renforcer notre flotte de canadiers et augmenter les moyens humains de lutte contre les catastrophes (1 milliard d'euros).

L'adaptation et la transition vont de pair. Pour permettre une alternative aux énergies fossiles, nous proposons un **prêt à taux zéro pour un véhicule électrique** et la rénovation du logement, développer les transports collectifs (2,5 milliards d'euros).

Nous devons enfin donner aux collectivités territoriales les moyens d'investir en **quadruplant le fonds vert** : bornes de recharge, rénovation des bâtiments publics, plan eau en outre-mer, végétalisation (1,5 milliard d'euros).

Ces investissements pour la transition écologique, chiffré à 10 milliards d'euros pour 2027, seront financés par une **taxe sur les géants du numérique**. Elle vise à rétablir une équité entre la fiscalité appliquée aux acteurs de l'économie réelle et celle appliquée aux acteurs mondialisés de l'économie digitale. Cette taxe est appuyée sur une assiette non délocalisable : les données internet transitant vers les usagers. **La majorité de cette taxe serait acquittée par les GAFAM et autres acteurs mondiaux de l'économie digitale, représentant une large part des données émises vers les ménages français.**



[03] Soutenir le monde agricole pour faire face aux crises et préparer demain

Parce que nous connaissons les difficultés auxquelles sont confrontées les agricultrices et les agriculteurs, auprès desquels nous sommes au quotidien dans nos territoires ruraux et agricoles, nous nous engageons dans chacun des débats parlementaires avec un objectif clair : **être utiles tout de suite aux agricultrices et aux agriculteurs.**

Pour faire face aux conséquences de la canicule, nous proposons de déployer un **plan d'urgence national pour le monde agricole** (1 milliard d'euros) :

- Indemnisation des pertes agricoles (maraîchage, arboriculture, etc.), plan sécurité fourrage pour les éleveurs, financements européens exceptionnels pour les exploitations frappées par les événements climatiques extrêmes et incendies, report de prélèvements fiscaux et sociaux, etc.

Malheureusement, trop souvent, les projets de loi du gouvernement ne traitent pas des **vraies préoccupations des agricultrices et des agriculteurs** : leur garantir un revenu décent, les protéger des concurrences déloyales, préserver les terres agricoles, favoriser la production locale, engager la transition agroécologique et favoriser le renouvellement des générations.

Dans ce budget 2027, en complément du plan d'urgence national pour le monde agricole, nous souhaitons mettre en œuvre plusieurs mesures pour un montant de 1 milliard d'euros :

- Financement d'un système assurantiel, gestion optimisée et partagée de l'eau, protection des cultures face aux épisodes météorologiques extrêmes, développement d'un plan national pour l'élevage (modernisation des bâtiments, etc.), soutien des agriculteurs dans la transition agroécologique, renforcement de l'agriculture de groupe, facilitation de l'accès au foncier pour permettre le renouvellement des générations, etc.



[04] Financer la loi intégrale de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants

Nous sommes à l'initiative avec Céline Thiébault-Martinez de la proposition de loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles. Cette loi est dite « intégrale » car elle porte une approche globale et transversale, couvrant l'ensemble des politiques publiques concernées : police, justice, protection de l'enfance, santé, éducation, travail ...

Cette proposition de loi est un **véritable plan d'action**, immédiatement applicable. Depuis la fin 2025, nous demandons son inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale et, grâce notamment à la mobilisation citoyenne, le Premier ministre s'est engagé pour un examen à l'automne 2026 au Parlement. C'est une première victoire. **Cette loi devra s'accompagner de nouveaux moyens budgétaires pour être correctement appliquées.**

Nous proposons d'augmenter le **budget de lutte contre les violences sexistes et sexuelles de 3 milliards d'euros** :

- Augmentation des moyens de la Justice et de la Police : juridictions spécialisées, enquêteurs supplémentaires, aide juridictionnelle, accueil spécialisé, formation, unités dédiées ;
- Prévention : entretien annuel pour chaque enfant scolarisé, certificat d'honorabilité pour tous les intervenant-es au contact de mineur-es, formation renforcée des enseignant-es ;
- Soutien à la santé des victimes : unités médico-judiciaires, soins psychologiques ;
- Renforcement de la lutte contre les cyber-violences ;
- Protection améliorée des victimes (hébergement, soutien aux associations, lutte contre les violences sexuelles et sexistes au travail, etc).



[05] Renforcer nos services publics essentiels

Nos services publics sont à bout de souffle. Que cela soit ceux du soin et du lien : l'hôpital public connaît des difficultés extrêmes, notamment ses services d'urgence, les EHPAD font face à une pénurie de personnels formés, alors que le nombre de résidents augmente et va encore augmenter ... Ou ceux de l'éducation : classes surchargées, profs non remplacés, absence d'accompagnants pour les élèves en situation de handicap ...

Première priorité : renforcer l'accès à la santé de toutes et tous et notamment des jeunes. Pour cela, nous proposons la création d'une mutuelle publique gratuite pour tous les jeunes âgés de 18 à 25 ans (Coût : 1 milliard d'euros.)

Cette mutuelle publique gratuite passera par un accès inconditionnel et automatique des jeunes de 18 à 25 ans à la complémentaire santé solidaire (C2S) qui permet déjà aujourd'hui aux personnes disposant de ressources modestes de réduire au maximum le coût de leurs dépenses de santé.

Dans la continuité de notre combat lors du budget 2026, nous proposons un **soutien à l'hôpital public et aux EHPAD publics** : recrutements, investissements de rénovation et dans le matériel médical, climatisation, plan de lutte contre la mortalité infantile, mesures d'urgence sur la santé mentale, etc. (Coût : 3 milliards d'euros)

Enfin, nous proposons une révolution de notre système de santé vers la **prévention** (1 milliard d'euro) afin d'améliorer la santé des Françaises et des Français et de réaliser à terme des économies pour notre système de santé :

- Plan Alimentation saine : obligation d'affichage du Nutriscore ;
- Remboursement à 100 % par la Sécurité sociale de tous les actes de prévention et de l'activité physique adaptée ;
- Lutte contre les addictions dès le plus jeune âge : loi Génération sans tabac ; fiscalité comportementale sur les prémix et les produits ultra-sucrés et transformés ;
- Sanctuarisation de temps de prévention à l'école.

Seconde priorité : garantir 19 élèves au maximum par classe du premier degré par l'arrêt de toute fermeture de classe et d'école et le recrutement d'enseignants. Seules des classes moins surchargées permettront un meilleur apprentissage et un accompagnement plus personnalisé pour les élèves ainsi que de meilleures conditions de travail pour les enseignants.

Nous proposons également un plan de soutien à la rénovation et à la climatisation des établissements scolaires pour améliorer les conditions d'apprentissage.

Enfin, nous proposons un **plan d'investissement pour l'enseignement supérieur et de la recherche** : rénovation du bâti, soutien à la recherche fondamentale et à l'innovation, lutte contre la précarité étudiante.



[06] Préserver notre souveraineté économique et industrielle

Tandis que les grandes entreprises ont encore enregistré des dividendes records (62 Md€ versés par les grandes entreprises à leurs actionnaires sur le 2nd trimestre 2026), de nombreuses petites et moyennes entreprises font face à des situations difficiles : hausse du prix de l'énergie, perturbation des chaînes d'approvisionnement, demande en berne, etc.

Ces 2 millions d'entreprises constituent le poumon économique de la nation et la base de notre souveraineté, nous devons les aider.

Pour cela, nous proposons de **réorienter le bénéfice du Crédit Impôt Recherche (CIR) vers les TPE et les PME** en augmentant le taux du crédit d'impôt pour les plus petites structures et en finançant la mesure par un plafonnement de ce Crédit pour les grandes groupes.

Nous ne voulons pas d'un CIR utilisé uniquement par les grands groupes pour réduire de manière opportuniste leur résultat fiscal mais nous soutenons un réel outil de soutien à l'innovation pour les pépites de nos territoires.

Parallèlement, afin de faciliter l'investissement des plus petites entreprises, nous proposons une **baisse ciblée de l'impôt sur les sociétés acquitté par les TPE et les PME** en réhaussant de 15% (à 49 000€) le niveau de bénéfices pouvant faire l'objet d'un taux réduit d'imposition.



[07] Relancer la croissance et réduire le déficit public

Nous proposons **33 milliards d'euros pour relancer la croissance et changer la vie** :

- Augmenter fortement le pouvoir d'achat des travailleuses et des travailleurs des classes populaires : + 10 milliards d'euros
- Soutien aux TPE/PME de nos territoires : + 1 milliard d'euros
- Dépenses nouvelles pour l'écologie et nos services publics : + 22 milliards d'euros

Résultat : un surplus de croissance pour 2027 de 0,3 point de PIB !

Nos propositions sont financées :

- **39,5 milliards d'euros de recettes nouvelles pour rétablir la justice fiscale** : taxe Zucman, CSG sur les héritages très élevés, taxe sur les géants du numérique, reconfiguration des exonérations de cotisations sociales...
- **12,1 milliards d'euros d'économies sans rogner sur les services publics essentiels** : réforme des niches fiscales, économies sur le fonctionnement de l'État, régulation des marges sur les dépenses de santé...
- **5,5 milliards d'euros par la lutte efficace contre la fraude** : fraude fiscale, fraude au travail dissimulé, fraude à l'Assurance maladie des professionnels de santé...

= 0,8 point de PIB de déficit public en moins !

CHIFFRAGE

Total des mesures sur les recettes

Baisse de la CSG pour les travailleurs des classes populaires compensée par la CSG sur les héritages très élevés ; taxe Zucman, etc.

+ 28,5 milliards d'euros

(39,5 milliards d'euros de recettes nouvelles
- 11 milliards d'euros de soutien aux
travailleuses et travailleurs et aux entreprises)

Total des mesures d'économies et de lutte contre la fraude

Niches fiscales, économies sur le fonctionnement de l'État, ré-organisation du système de santé, prévention en santé, etc.

+ 17,5 milliards d'euros

Total des dépenses nouvelles

Lutte contre les violences sexuelles et sexistes, lutte contre le réchauffement climatique et l'adaptation à ses conséquences, soutien au monde agricole, accès à la santé de toutes et tous, plan pour 19 élèves par classe, etc.

- 22 milliards d'euros

Effort net de réduction du déficit en 2027

+ 24 milliards d'euros



parti-socialiste.fr/vie-parlementaire



Députés socialistes & apparentés



@socialistesAN



@socialistesan



@socialistesan



@socialistesan.bsky.social